



A Clermont-Ferrand, le 8/06/2021,

## **La révision des zones vulnérables**

*La directive "Nitrates" a pour objectif de préserver les milieux aquatiques de la pollution par les nitrates d'origine agricole. Elle prévoit une surveillance des eaux superficielles et souterraines, par une campagne qui se renouvelle tous les 4 ans. À partir des résultats de cette campagne de surveillance, des communes sont classées en zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole ayant pour conséquence un durcissement drastique des normes, impliquant des investissements très importants pour les agriculteurs. Ainsi, dès l'automne 2020, le préfet coordonnateur de bassin Loire-Bretagne a engagé la révision des zones vulnérables aux nitrates suite à la septième campagne de surveillance.*

### **1. Contestation de la méthode de classement des communes en zone vulnérable**

- **Rappel de la méthodologie**

Pour rappel, le classement en zone vulnérable s'appuie sur les teneurs en nitrates mesurées en 2018-2019 lors de la 7<sup>e</sup> campagne de surveillance dans les eaux superficielles et souterraines.

Les critères de classement des zones vulnérables sont définis dans l'arrêté du 5 mars 2015 :

- Dans les eaux souterraines :

- Seuil de classement : Percentile 90<sup>1</sup> > 50 mg/L ou, entre 40 et 50 mg/L et sans tendance avérée à la baisse,
- Possibilité de compartimenter les masses d'eau souterraines sur la base d'éléments justificatifs lorsqu'il existe un fonctionnement hydrogéologique différencié au sein de la masse d'eau,
- Les communes situées sur des masses d'eau classantes sont classées intégralement.

- Dans les eaux superficielles :

- Seuil de classement : Percentile 90 > 18 mg/L ,
- Possibilité d'un découpage infra-communal pour toutes les communes nouvellement classées.

- **Une méthodologie qui ne semble pas s'appuyer sur des éléments très représentatifs**

Lors de la réunion de concertation du 17 décembre avec les services de l'État, plusieurs dysfonctionnements ont été reconnus dans la méthodologie qui remettent en cause, selon la CR, le protocole de classement des communes :

- délais trop courts pour mener une réelle expertise : une concertation plus précoce aurait permis de la réaliser dans un cadre plus serein et constructif,
- principe du P90 et nombre de mesures non respecté : sur 13 bassins suivis seulement 2 disposent de 10 mesures, (la Coordination Rurale constate que dans ces conditions, on ne peut appliquer que très rarement la méthode du percentile 90 et cela revient à retenir que dans presque tous les cas, la valeur maximale est retenue, avec pour conséquence le classement de nombreuses communes),

---

1 Percentile 90 : 90 % des mesures réalisées doivent être inférieures au seuil indiqué.

- conditions météorologiques : conditions de sécheresse exceptionnelle d'octobre 2018 à février 2019 à l'origine d'un débit très faible dans les cours d'eau et de concentrations élevées sans lien avec les pratiques agricoles,
- les pollutions déclassantes ne sont pas forcément d'origine agricole : impact du rejet de stations d'épuration plus fort compte tenu des faibles débits.

Ainsi, suite à ces constats, la Coordination Rurale estime que d'une part un délai supplémentaire aurait dû être accordé pour définir les communes à classer et/ou déclasser en zone vulnérable, et d'autre part que des analyses complémentaires doivent être menées pour déterminer l'origine des pollutions aux nitrates. Pour rappel, les nitrates présents dans notre environnement (air, eau, sol) peuvent avoir plusieurs origines :

- Origine naturelle : les sols incultes, jamais fertilisés par l'Homme, contiennent des nitrates,
- Origine domestique et industrielle : les déchets organiques rejetés par les égouts ou épandus sur le sol (par exemple, les boues de station d'épuration),
- Origine agricole.

## **2. Un impact réglementaire et financier pour les exploitations agricoles injustifié pour la Coordination Rurale**

Ces nouveaux classements ont de lourdes conséquences pour les agriculteurs installés dans ces territoires qui devront se mettre aux normes (coût estimé à 93 millions d'euros pour cette campagne en région AURA). Conséquences d'autant plus lourdes que cette obligation touchera des exploitations qui ne sont pas les mieux armées pour engager de tels investissements. Par ailleurs, la mise en place de ces nouvelles réglementations constitue souvent un frein à l'installation de nouveaux agriculteurs qui sont déjà en déclin depuis plusieurs années.

Le nitrate est naturellement présent dans le sol et il est aussi apporté par la fertilisation. Prélevé par les racines, il sert à la synthèse des protéines des plantes. Les légumes racines et feuilles en contiennent généralement d'importantes quantités (radis : 735 mg/kg ; épinards : 785 mg/kg). Plus on mange de légumes et plus on ingère de nitrates bénéfiques à notre santé ! C'est pourquoi la norme de potabilité de l'eau du robinet fixée à 50 mg/l n'a guère de sens et pourrait être relevée, voire supprimée. La directive Nitrates de 1991 est basée sur une définition erronée de l'eutrophisation, puisqu'elle ne cible que l'azote et pas le phosphore. Or, il est scientifiquement démontré, que le phosphore est facteur de maîtrise de l'eutrophisation. C'est donc sur le phosphore qu'il faut agir pour résorber la pollution de l'eau.

De cette directive Nitrates mal conçue, il résulte un carcan réglementaire écrasant et illégitime pour les agriculteurs, ruineux pour l'économie et les finances publiques. Cette 7<sup>e</sup> campagne induira un coût de 93 millions d'euros de travaux pour les agriculteurs de la région AURA. À cela s'ajoute un classement « administratif » en zone vulnérable, ne reposant pas sur un risque réel ou un état avéré d'eutrophisation mais sur des seuils (18 mg/l et 40 mg/l) au demeurant arbitraires et appliqués de manière drastique par une méthode de percentile 90 volontairement inclusive. Oui, il faut faire évoluer les pratiques, mais pour des raisons valables : agronomiques et économiques !